

ANGLAIS

ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Elizabeth Levy, Stéphane Porion, Jean-Christian Vinel

Le jury B/L s'est étoffé cette année avec l'arrivée d'Elizabeth Levy, Maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, qui a participé à la fois à l'élaboration et à la correction du sujet écrit. Les autres membres du jury se félicitent de cette collaboration et lui souhaitent la bienvenue.

Présentation du sujet

Le sujet retenu cette année invitait les candidats à réfléchir à l'histoire de la philanthropie en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. Il était composé de six documents allant de 1905 pour le texte extrait des travaux de l'historien britannique Gray Kirkman (Doc 1) à 2013 pour le document tiré de l'article publié par l'économiste américain Robert Reich dans la *Boston Review* (Doc 6). Cependant il couvrait une période suffisamment longue pour montrer le passage de la charité, exigence chrétienne d'agir pour son prochain donnant lieu à des interventions locales et circonscrites dans leurs objectifs, à la création d'un secteur philanthropique dominé par des fondations dont l'utilité publique est reconnue par l'Etat et dont l'ambition est de promouvoir le progrès social par de grandes expérimentations.

Répartis de manière équilibrée entre les cas américain et britannique, les six documents n'invitaient pas les candidat(e)s à se lancer dans une comparaison de l'action philanthropique et de ses assises en GB et aux USA. Il ne fallait certes pas faire fi des spécificités de chaque pays, et certains candidats ont par exemple remarqué avec beaucoup de justesse qu'aux USA, la philanthropie s'inscrit dans une longue tradition de pratique associative au sein de la société civile dont Tocqueville avait déjà signalé toute la contribution à la démocratie américaine. Il ne fallait pas non plus oublier que l'histoire de la philanthropie ne se conçoit pas sans faire référence à celle des politiques sociales, qui n'est pas la même de part et d'autre de l'Atlantique. Néanmoins, par delà les spécificités nationales que l'on pouvait donc relever, on attendait avant tout que les candidats utilisent les documents pour montrer les enjeux sociaux et politiques que recèle l'initiative privée au nom du bien commun, initiative dont les manifestations sont à la fois progressistes et conservatrices. La dimension chronologique du dossier appelait également à réfléchir non seulement à l'institutionnalisation de la philanthropie à partir du début du XXe siècle, mais aussi aux liens qu'elle entretient avec l'Etat providence : ces liens ont évolué sous l'impact de l'adoption croissante des politiques sociales sans pour autant

que la philanthropie ne soit privée de toute raison d'être, comme le montrent, avec des arguments très différents, les documents 5 et 6.

De fait, les meilleurs candidat(e)s ont su s'appuyer sur les documents pour réfléchir aux questions suivantes : qu'est-ce que le don ? Quels peuvent et doivent être les engagements de la philanthropie pour le bien commun ? La philanthropie offre-t-elle un antidote aux excès du capitalisme, dont elle est issue, où valide-t-elle au contraire par son intervention un système inégalitaire ? Tient-elle suffisamment compte du point de vue de ceux dont elle souhaite améliorer la position sociale ? A-t-elle les moyens de parvenir à ses ambitieux objectifs en matière de service ou de justice sociale ? Toutes ces questions démontrent le rapport complexe que la philanthropie entretient avec l'expérience démocratique.

Le premier texte du dossier était tiré de *A History of English Philanthropy from the Dissolution of the Monasteries to the Taking of the First Census*, écrit par Gray B. Kirkman et publié en 1905. Ce premier document visait à montrer qu'il existe, selon l'auteur une différence fondamentale de définition, de visée et de champ d'application entre les notions de « philanthropy » (dès la ligne 1, écrit en majuscules) [thème central de la synthèse] et de « charity » (le mot apparaît pour la première fois à la ligne 17). Par ailleurs, Gray B. Kirkman analyse ces deux notions-clés dans le temps --de la période henricienne, plus précisément du milieu des années 1530 à la fin du XVIIIe siècle (cf. l.29-30, « the reason for bringing the history to an end with the close of the eighteenth century »)-- en montrant une évolution des concepts selon l'époque, en analysant ces débats avant le XIXe siècle qui a vu des changements radicaux se mettre en place comme la nouvelle loi sur la pauvreté en 1834 et de nouveaux problèmes apparaître dans le traitement de ce problème social (l.32-33). La fin du texte ouvrait naturellement sur le document 3 et permettait aux candidats d'explicitier ce que l'auteur entendait par « into the 19th century would have involved matters of present-day controversy » (l.32). Par ailleurs, le document devait les amener à bien faire une différence entre la situation du « donour » et celui du « recipient » (l.19).

Le paratexte devait être pris en compte car il donnait de précieuses indications aux candidats. Tout d'abord, la référence à « the dissolution of the monasteries » renvoyait aux Tudor. Rappelons que ce fut à la toute fin du règne d'Elisabeth I (dernier monarque de cette dynastie) en 1601 que la première loi globale pour régir l'assistance aux indigents vit le jour. Il incombait à la paroisse d'apporter l'aide nécessaire à ses pauvres qui étaient contraints de ne pas quitter le village [Laws of settlement]: « a religious duty by the churches » (l.2) / « under the tutelage of the Church » (l.17). La dimension religieuse transparaissait dans d'autres documents (documents 3 et 5 par exemple). De plus, « the first census » renvoyait à la date de 1801 où le premier recensement fut effectué pour plusieurs raisons. Dans une période de guerres napoléoniennes (1793-1815), influencée par la pensée de Malthus en Angleterre (comment arriver à nourrir une population qui ne cesse de croître), les autorités avaient besoin de connaître l'état de la population : combien de bouches à nourrir, combien d'hommes à enrôler dans l'armée, qui vivait où... et implicitement combien de pauvres vivaient dans quel village à la charge de quelle paroisse. Enfin la

date de publication (1905) était intéressante et de bonnes copies ont su mentionner un rapport, préparé par une commission mixte (dont Beatrice Webb était membre), sur la question de la pauvreté au début du XXe siècle avant la victoire du Parti libéral aux élections législatives de 1906.

Les candidats pouvaient commencer leur réflexion en tenant bien compte du fait que la notion de philanthropie semblait s'inscrire dans « our social economy » (l.1) alors que celle de charité trouvait une justification purement religieuse « connected with the doctrine of paenitentia » (l.18). L'auteur parle même de « Catholic charity » (l.17-18) [d'autres documents s'intéressent, quant à eux, à d'autres confessions religieuses ; voir par exemple document 3 (l.45 ou l.49) : « evangelical revival », « evangelicals », lorsque Pat Thane traite de l'idée de « charitable effort » (l.44)]. Gray B. Kirkman fait également mention de « pre-reformation philanthropy » (l.23). En outre, ce dernier pose les éléments du débat dès le début du document par le biais d'une question rhétorique : « what is the meaning and worth of philanthropy ? » (l.4-5). Il est intéressant de noter que l'auteur emploie le mot « the evils » (l.9) : non seulement on se situe dans une terminologie religieuse, mais c'est également le terme que Beveridge utilisa dans son rapport de décembre 1942 en évoquant les « five giants/five social evils », comme l'ont à juste titre remarqué les bonnes copies. L'auteur évoque les échecs des actions philanthropiques (l.9) et soulève un enjeu crucial : la philanthropie n'est pas qu'un « idéal social » à atteindre, mais est également une « institution sociale » (l.11), faisant ainsi référence aux lois contre la pauvreté depuis la fin du XVIe siècle.

Lorsque l'auteur se tourne vers l'idée de charité, il était important que les candidats prennent en compte celle du salut des âmes des donateurs : « in recompense or contrition for the sin of their souls » (l.21). On ne peut que penser à l'obsession du roi Henri VIII pour les bonnes œuvres pour le salut des âmes, tant il redoutait pour la sienne le purgatoire ou la damnation dans les Enfers. Le document ouvrait l'analyse de la synthèse sur deux aspects supplémentaires : « the hidden springs of charitable impulse » et « social effects » (l.24-25) rappelés plus bas dans le texte par « the nature of the work done » et « its greater or less social efficacy » (l.28).

Le deuxième texte proposé était extrait de l'ouvrage *Random Reminiscences of Men and Events* de l'industriel et milliardaire John Davison Rockefeller. Publié à New York en 1909, le chapitre « *The Art of Giving* » s'appliquait à définir la « meilleure forme de philanthropie », celle qui ferait « le plus de bien et le moins de mal » (l. 16) dans un contexte de naissance de la question sociale. Rockefeller avait développé la *Standard Oil Company* au point d'en faire un des plus grands distributeurs de pétrole des États-Unis au cours de la période dite du « *Gilded Age* », qui s'était également caractérisée par le creusement des inégalités sociales. En 1904, le progressiste Robert Hunter avait publié *Poverty*, résultat d'un long travail d'observation mené au sujet de la pauvreté. Même si Hunter soulignait que son ouvrage n'avait pas de valeur scientifique à proprement parler, il s'était attaché à établir des critères pour définir et compter les pauvres ainsi qu'à proposer des solutions.

Les bons candidats n'ont pas manqué de relever d'emblée que Rockefeller s'attachait à désamorcer la critique en utilisant des procédés rhétoriques lui permettant de se tenir à distance d'autres hommes d'affaires richissimes. Alors qu'il était l'incarnation du « *self made man* », et accusé d'être un des « barons voleurs » (« *robber barons* »), Rockefeller utilisait tout au long du premier paragraphe les pronoms personnels « *they* » et « *we* », refusant ainsi d'être associé à la catégorie des hommes riches au sujet de laquelle il écrivait. Comme l'ont également judicieusement rappelé certains candidat(e)s (mais ils furent trop peu nombreux comme nous le notons plus bas), le fait même de rédiger un texte dans lequel il s'interrogeait sur la philanthropie inscrivait pourtant Rockefeller dans la lignée d'un autre milliardaire, Andrew Carnegie, dont le *Gospel of Wealth* avait été publié en 1889.

Dans ce passage, Rockefeller n'abordait pas la question de la pauvreté en termes de revenus mais en lui donnant une dimension morale. En ayant recours à une rhétorique d'aspect scientifique, comme le montrait la répétition du terme « étudier » (« *As I study wealthy men* », l. 7, « *Men who are studying the problem* », l.25), Rockefeller présentait la pauvreté comme le résultat de la personnalité de ceux qui en étaient affectés et comme une maladie contre laquelle il convenait de lutter. Ainsi, la distinction entre les pauvres méritants et ceux qui l'étaient moins (« *deserving* » et « *undeserving poor* ») évoquée par Pat Thane dans le troisième texte du corpus, figurait en arrière-plan implicite de tout son raisonnement : il appartenait aux pauvres de sortir de la situation dans laquelle ils se trouvaient en faisant un effort sur eux-mêmes. En outre, l'argument selon lequel les pauvres étaient responsables de leur propre condition reposait à la fois sur des principes de déterminisme, comme le montrait l'allusion à la nature humaine (« *human nature* », ligne 35) mais aussi probablement sur des fondements religieux, comme le suggérait l'utilisation du champ lexical de la croyance (« *I... thoroughly believe* », l. 46). En 2000, c'est encore cette grille de lecture qui fut utilisée par des penseurs conservateurs tels que Marvin Olasky, dont l'ouvrage *Compassionate Conservatism* orienta la politique d'aide sociale mise en œuvre sous la présidence de George W. Bush.

Le rôle du philanthrope étant selon Rockefeller d'aider les pauvres à s'aider eux-mêmes (« *help him to help himself* », l. 43), une distinction était nécessaire entre la philanthropie et la charité. Là où la charité consistait uniquement à donner de l'argent sans répondre aux causes profondes de la pauvreté, la philanthropie correspondait à un investissement rationnel visant à éradiquer une maladie. En suivant le raisonnement de Rockefeller, on en arrivait à l'idée que l'intervention de l'État pour aider les pauvres ne pourrait qu'être désastreuse, dans la mesure où elle contribuerait à entériner la situation et peut-être même à aggraver les « défauts » de ceux qui auraient accès à l'aide. Comme l'ont relevé de bonnes copies, l'expression « *crude plans* » (l. 35), qui faisait allusion à des mesures jugées insatisfaisantes, pouvait être interprétée comme un rejet de l'intervention de l'État par le biais de politiques publiques pour lutter contre la pauvreté. Soixante-dix ans plus tard et de l'autre côté de l'Atlantique, Margaret Thatcher préconisait un retour à une philanthropie privée qui pouvait s'appuyer sur les principes définis par Rockefeller.

Le troisième document était une analyse des questions socio-économiques au XIXe siècle en Grande-Bretagne (centrée également sur les enjeux de la philanthropie et de la charité pendant l'ère des révolutions industrielles) par l'historienne Pat Thane, analyse extraite de son célèbre ouvrage *The Foundations of the Welfare State* publié en 1982 pendant le premier mandat de Margaret Thatcher, laquelle avait clairement affiché son intention de démanteler l'État-providence considéré comme « a nanny state » afin de lutter contre ce qu'elle appelait « the dependency culture » [voir document 5, (1.8-9)]. Le jury n'a pas pénalisé les candidats qui ont considéré que Pat Thane était un historien et non une historienne..

Ce texte alimentait la réflexion de la synthèse des candidats en ce sens qu'il permettait de s'interroger sur le rôle de l'État dans le combat contre l'indigence (« state collectivism » (1.10), (1.14), [terme contesté par Thatcher à la fin du XXe siècle, document 5, (1.20)], en tant que relais des actions philanthropiques individuelles (Robert Owen) ou collectives (Armée du Salut par exemple, (1.41)) à la fin du XIXe siècle en Grande-Bretagne dans un climat morose de « pessimisme » ambiant (1.12) et (1.16). En effet, ce siècle fut marqué par la domination industrielle britannique dans le monde (« Britain was the workshop of the world ») symbolisée par la Grande Exposition Universelle de Londres de 1851, sous-tendue par l'application d'une idéologie capitaliste dominante héritée des thèses d'Adam Smith (*A Wealth of Nations*, 1776) [que Pat Thane mentionne dans le document : « ideological hegemony to ideas of liberal *laissez-faire* » (1.28)] jusqu'en 1870 environ. Le début du document rappelait implicitement aux candidats que la Grande-Bretagne avait des difficultés, à partir de cette période-là, à faire face à la concurrence internationale des nations nouvellement industrialisées, telles que les États-Unis à l'époque du « Gilded Age ». Rappelons qu'elle traversa une crise économique de 1873 à 1886, marquée par un ralentissement de la production et de la croissance économique. Ainsi, on comprend mieux le début du texte : éradiquer la pauvreté n'était plus une priorité absolue. Les différents gouvernements devaient gérer la stimulation de la croissance et simplement réduire l'étendue de ce fléau social (1.1-4).

Il fallait aussi prendre en compte l'impact de la nouvelle loi sur la pauvreté (« The Poor Law Amendment Act of 1834 ») qui mettait fin au principe de « outdoor relief » et aux « laws of settlement » (document 1). Ainsi, les pauvres n'étaient plus l'affaire des paroisses, mais devaient aller vivre dans les « workhouses » (« indoor relief »), comparées à des « little Bastilles », où les conditions de vie étaient similaires à celles de la prison, afin de répondre au principe de « less-eligibility » et de décourager ainsi les pauvres à rester et se complaire dans cet état dramatique d'indigence. La philosophie de cette nouvelle législation fut justifiée plus tard par Samuel Smiles en 1859, dans son ouvrage *Self-Help* : selon lui, dans un système capitaliste, les individus pouvaient améliorer leurs propres conditions de vie, s'ils se prenaient en main (« self-responsibility » : voir par exemple le document 5, 1.19), et lutter contre les vices de « idleness » ou drunkardness » (1.6). La notion de « self-help », qui apparaît dès la ligne 8 du document, est remise en cause dans le reste du texte, et doit être analysée au regard des autres documents, dans des contextes et périodes différents (ainsi qu'aux États-Unis bien évidemment).

Par conséquent, les candidats devaient se servir de leurs connaissances pour expliquer la référence à « New Liberalism » (l.7), à Robert Owen (à ses actions philanthropiques et à la création et l'échec de ses communautés en Angleterre et aux États-Unis entre 1810 et 1825) (l.21 & l.27), à Carlyle (l.21), aux marxistes (Engels, l.32), aux Chartistes (l.27), dans le but de jauger les formes de contestation à l'ordre bourgeois/capitaliste dominant et à l'idée de self-help. Notons également, que les différents gouvernements mirent en place des législations régissant le droit et les conditions de travail (« factory acts ») : les patrons étaient libres d'améliorer davantage les conditions de travail des classes laborieuses en dehors du cadre légal par le biais de « a mixture of philanthropy and conviction » (l.34). Ce fut tout à fait le cas de Robert Owen, riche industriel.

Enfin, ce document créait une ambiguïté ou venait dans une certaine mesure obscurcir la portée du document 1 : en effet, Pat Thane semble mettre sur le même plan les idées de philanthropie et de charité (l.36-38) et gommer ainsi toute distinction entre les deux termes, car, selon elle, ces deux idées sont motivées par des convictions religieuses pour le salut des âmes (l.38). La fin du texte montrait qu'il y avait un « competitive charitable effort » (l.54) entre les différentes églises, mais leur but commun était « a spiritual regeneration » (l.52). De nouveau, l'accent était mis sur les « donors » et non sur les « récipients » comme dans le document 1.

Le quatrième document complétait le corpus en abordant la question raciale, inextricablement liée à celle de la pauvreté et de la philanthropie aux États-Unis. Alors que le mouvement militant « *Black Lives Matter* » était apparu aux États-Unis un an plus tôt, *The Atlantic* publiait en 2014, dans un contexte de tension raciales toujours vives, un article intitulé « *Would Philanthropies Today Fund W.E.B Du Bois's Encyclopedia Africana ?* » qui posait la question de l'image des Noirs et de sa construction dans le pays. L'article revenait en effet sur une décision prise par la *Carnegie Corporation* en 1938, soit à une époque où les lois Jim Crow instituant la ségrégation raciale sur le territoire américain avaient cours. Les auteurs de l'article relataient une décision prise par la *Carnegie Corporation* : alors que l'organisation avait pour ambition de contribuer à l'élaboration d'un ouvrage traitant de la question des Noirs aux États-Unis, elle ne saisit pas la possibilité de financer le projet d'*Encyclopedia Africana* de l'historien et militant pour les droits civiques noir W.E.B. Du Bois, et préféra octroyer des fonds à un projet porté par le Suédois blanc Gunnar Myrdal.

Ce choix était guidé par les objectifs propres de la fondation, à l'aune desquels les ambitions des deux projets avaient été évaluées. En participant à l'élaboration d'un ouvrage sur la question des Noirs, la *Carnegie Corporation* entendait peser dans le débat politique et provoquer un changement de société rapide. Le projet de Du Bois, qui entendait aider les Noirs à retrouver une mémoire collective qui affirmait leur légitimité culturelle, avait une visée sur le long terme. Le projet de Myrdal correspondait davantage aux attentes de la fondation qui souhaitait que la question des Noirs soit traitée comme un « phénomène social » s'inscrivant dans la trame plus générale des relations entre américains blancs et noirs.

Dans le cadre de l'analyse de ce document, les candidats se devaient d'explicitier les allusions aux arrêts de la Cour suprême *Plessy v. Ferguson* et *Brown v. Board of Education of Topeka* (l. 30-38). Alors que l'arrêt *Plessy* de 1896 utilisait l'idée que les Noirs étaient « séparés mais égaux » (« *separate but equal* », l. 33) pour justifier la ségrégation raciale, l'arrêt *Brown v. Board of Education of Topeka* de 1954 jugeait qu'appliquer les lois Jim Crow dans les écoles du pays était contraire à la Constitution. Il s'agissait là d'une victoire majeure pour le mouvement pour les droits civiques des Noirs américains. L'ouvrage de Myrdal, publié en 1944 et intitulé *An American Dilemma : The Negro Problem and Modern Democracy*, avait été cité par la Cour suprême lorsque les juges avaient rendu leur décision dans *Brown*, ce qui laissait penser que les objectifs de la *Carnegie Corporation* avaient été atteints. Toutefois, l'article mettait en évidence que la communauté noire américaine avait énormément perdu du fait de la décision de la *Carnegie Corporation* (« *it is worth remembering what was lost along the way* », lignes 69-70). Si la Fondation avait bel et bien contribué à l'avancée du mouvement des droits civiques, elle avait néanmoins renoncé à financer un projet qui aurait changé la perception de l'identité noire sur le long terme, et ainsi contribué à un changement nécessaire et plus large des mentalités.

Il était judicieux de montrer le contraste qu'il existait entre ce texte et l'extrait de *Random Reminiscence of Men and Events* de Rockefeller. *The Atlantic* soulignait que la *Carnegie Corporation* n'avait pas été la seule fondation à refuser de financer le travail de Du Bois, puisque le *Rockefellers' General Education Board* (GEB) avait également décidé de ne pas octroyer de fonds au projet. Les deux textes semblaient ainsi montrer deux visions opposées de la « bonne philanthropie » et de son rapport à l'État. Pour Rockefeller, la philanthropie était un processus qui restait privé du début à la fin : l'homme d'affaire était seul maître de la manière dont il souhaitait utiliser sa fortune et des personnes qu'il souhaitait aider. L'exemple du choix opéré par la *Carnegie Corporation*, qui mettait en évidence le cas d'un travail de sociologues ayant identifié un problème et arrivant par la suite à convaincre le pouvoir public de s'approprier son expertise, montrait en revanche que les fondations pouvaient avoir un rôle d'intermédiaire et participer de manière indirecte à la prise de décisions politiques.

Plus largement, le texte soulevait les questions du contrôle de la philanthropie et de la légitimité des fondations à prendre des décisions au sujet des minorités. En affirmant que le projet de W.E.B Du Bois ne serait probablement pas financé à l'époque du mouvement *Black Lives Matter* (l. 52), le texte suggérait que, les Noirs représentant encore aujourd'hui un pourcentage important des pauvres aux États-Unis, les dirigeants souvent blancs des fondations n'étaient peut-être pas habilités à prendre les décisions les plus judicieuses pour aider les minorités et mettre fin au *statu quo*. En d'autres termes, le texte interrogeait également la légitimité démocratique des fondations, faisant ainsi écho à la problématique traitée par le dernier texte du corpus.

Discours de Margaret Thatcher, datant du 6 juillet 1979, devant un public pro-conservateur (voir paratexte), le cinquième document méritait dans l'introduction de

la synthèse que les candidats présentent un minimum et de façon précise Margaret Thatcher et le contexte de la campagne électorale de 1979. Le jury étant en droit d'exiger des candidats un minimum de connaissances sur les années Thatcher (cf. les rapports du jury des sessions précédentes), il est très dommageable (et ce fut lourdement pénalisé) qu'une large proportion de ces derniers ait pris ce discours comme un discours de campagne avant l'élection et l'arrivée au pouvoir de Thatcher, alors que dès la ligne 1, cette dernière rappelait la victoire de son parti le 4 mai 1979. Elle rappelait également le contexte de la campagne électorale, en faisant référence à « last winter » (l.2) ; ce qui devait amener les bons candidats à mentionner ce que fut l'hiver du mécontentement (« Winter of discontent »).

Ce discours est emblématique du thatchérisme car on y retrouve les ingrédients habituels : critique du socialisme (l.2, 6 & 7 par exemple), défense d'une économie et d'une société libérales, et référence aux valeurs victoriennes de *self-help*, *thrift*, et *self-responsibility*. Cette idéologie thatchérienne s'appuie sur de nombreux penseurs, dont Samuel Smiles [Thatcher parle de « personal responsibility » (l.19)], Hayek que des bonnes copies ont mentionné [(l.20-24) : argument classique de ceux développés par Hayek dans *The Constitution of Liberty* (1960)], et Adam Smith [(l.29-30) : « a free economy »]. En d'autres termes, ce texte est typique des idées de la *New Right* et des thèses néo-libérales qui furent mises en œuvre dans les années 1980 de part et d'autre de l'Atlantique par Thatcher et Reagan, souvent présentés comme « ideological twins ».

Thatcher revient également à la problématique de l'État-providence dont le but est de « relieve suffering and promote well-being » (l.12). Elle dit clairement qu'il faut dépasser « public compassion », « state philanthropy » et « institutionalised charity » (l.14) car toutes les actions de philanthropie et de charité passent par le prisme de l'État. Selon elle, il faut de nouveau encourager les actions individuelles et collectives hors du cadre étatique : « there is no adequate substitute for genuine caring for one another on the part of families, friends and neighbours » (l.14-15). Thatcher se tourne vers le XIXe siècle et montre que l'évolution du rôle de l'État a été négative. Ce document soulève la même problématique que d'autres textes, mais à la fin du XXe siècle. L'analyse thatchérienne du rôle étatique est toutefois ancrée dans les problématiques de son contexte (1979), lorsque la Grande-Bretagne était encore perçue comme « l'homme malade de l'Europe ». Les différents gouvernements britanniques des années 1970 n'ont pas réussi à enrayer le déclin du pays [« the reality of British decline » (l.37), « economic decay » (l.39-40)] par des politiques keynésiennes dorénavant inefficaces dans un contexte de stagflation. Thatcher accuse les socialistes d'avoir exacerbé l'ingérence étatique dans la sphère économique par le biais de la bureaucratie et d'un rôle étatique qu'elle juge « authoritarian » ou « totalitarian » (l.40). Les très bonnes copies ont, d'une part, comparé, à juste titre, cette volonté thatchérienne de promouvoir le rôle des familles, voisins et amis au sein de la communauté locale, au « compassionate conservatism » de David Cameron au XXIe siècle ; elles ont d'autre part, utilisé à très bon escient la phrase-clé de la ligne 30 : « Private philanthropy and voluntary organisations were undermined ».

Publié en 2013 dans la *Boston Review*, le dernier document, extrait de « *What are Foundations For ?* » de l'universitaire et homme politique démocrate Robert Reich, soulevait les enjeux contemporains liés à la philanthropie en défendant l'utilité des fondations. Comme l'ont souligné quelques excellentes copies, Robert Reich, ministre du Travail sous la présidence de Bill Clinton, avait notamment développé l'idée selon laquelle la démocratie et le capitalisme devenaient de plus en plus difficilement compatibles dans l'ouvrage *Supercapitalism* publié en 2007. Son approche des fondations s'inscrivait donc dans une réflexion plus générale sur la meilleure forme de philanthropie et posait la question de leur légitimité vis-à-vis des entreprises privées et de l'État.

L'ensemble du texte de Reich visait à définir la place et le rôle qui pouvaient être ceux des fondations dans une société démocratique et à montrer que l'État et la philanthropie étaient complémentaires. Les concepts de « biens publics » (« *publics goods* », l. 5, l. 10), de « pluralisme » (l. 5) et de « découverte » (l. 8) jouaient un rôle central dans son raisonnement. Les biens publics, définis comme des biens accessibles à tous à partir du moment où ils étaient accessibles à une personne (l. 13-16), pouvaient être rendus accessibles grâce à l'intervention de l'État et de sociétés privées, mais les fondations pouvaient jouer un rôle d'impulsion décisif. Contrairement aux représentants politiques, les fondations n'avaient pas à s'inquiéter d'être réélues à intervalles réguliers. De la même manière, contrairement aux sociétés privées, les fondations n'avaient pas à faire face à la concurrence. De fait, les fondations n'étaient pas en proie aux mêmes exigences temporelles et présentaient des avantages bénéfiques à une société démocratique : elles permettaient de développer des biens publics que les entreprises et l'État ne produisent pas en suffisamment grande quantité et permettaient aussi de mettre en avant des projets plus innovants.

Il convenait bien sûr d'établir un lien entre le texte de Reich et l'article de *The Atlantic* relatant la décision de la *Carnegie Corporation* de ne pas financer les travaux de W.E.B Du Bois. Les notions de « pluralisme » et de « découverte » mises en exergue par Reich permettaient de mieux comprendre la volonté de la *Carnegie Corporation* de contribuer à un changement de société. Certains candidats ont souligné que l'article de *The Atlantic* permettait aussi d'illustrer les limites du travail des fondations et ainsi de l'argument de Reich, dans la mesure où le cas de la *Carnegie Corporation* montrait sans détour que les fondations avaient des intérêts propres qui les poussaient à prendre des décisions parfois rétroactivement jugées regrettables. L'idée selon laquelle les fondations avaient une approche temporelle différente de celles des entreprises privées ou de l'État était mise à mal par le cas d'une fondation qui aurait pu, selon *The Atlantic*, contribuer à des changements profonds sur le long terme en finançant le travail de W.E.B Du Bois mais avait fait le choix de financer un autre projet.

Il était fondamental de comprendre et de souligner la différence qui existait entre le texte de Reich et le discours de Margaret Thatcher présenté dans le document 5. Il ne s'agissait pas ici pour Reich de déresponsabiliser l'État en matière d'aide sociale pour laisser les fondations agir seules, mais bien de réfléchir à l'organisation

d'une société qui s'appuierait sur trois piliers : l'Etat, les entreprises et les fondations privées. L'approche de Margaret Thatcher, qui consistait principalement à soulager l'État, expression d'une politique conservatrice, ne saurait être entièrement satisfaisante dans le cadre de la réflexion de Reich.

Statistiques de l'épreuve 2016

Cette année, 338 candidats (sur 349 inscrits) ont composé une copie d'option anglais lors des épreuves écrites du concours. La moyenne de ces copies est de 8,74/20, soit une moyenne très supérieure à celle obtenue par les candidat(e)s du concours 2015 : 6,81/20. La part des copies obtenant 10/20 ou plus est passée de 70/305 à 134/338. La hausse est également notable en haut de l'échelle : la part des copies obtenant 14/20 est passée de 23/305 à 40/338. L'écart type était cette année de 3,91.

Ce progrès trouve plusieurs explications. La première vient de la baisse du nombre de copies se limitant à une simple introduction. Ces copies étaient fort nombreuses l'an dernier et avaient été sanctionnées par des notes très basses (cf le rapport de la session 2015). Les membres du jury se félicitent d'avoir été entendus sur ce point et souhaitent à nouveau dire combien il est important de « jouer le jeu », si l'on peut dire, et donc de composer une copie aussi complète que possible.

Autre élément à prendre à compte : un nombre plus important de copies proposaient cette année une introduction bien construite. Les phrases d'accroche, notamment, étaient cette année souvent bien choisies et pertinentes, le sujet ayant semble-t-il inspiré les candidat(e)s. Toujours en introduction, on a souvent retrouvé la présentation des documents, la problématique (même maladroite) et l'annonce de plan attendues. Dans nombre de copies ces qualités rhétoriques étaient également visibles dans une conclusion formelle et substantielle. Les membres du jury encouragent les candidat(e)s à poursuivre en ce sens. Lorsqu'elles sont servies par une langue exempte de fautes importantes et récurrentes, ces copies parviennent, grâce à ces qualités, à se hisser au niveau de la moyenne bien que l'analyse qu'elles proposent reste imparfaite.

Enfin, dans un grand nombre de copies le cours aux notions et concepts de sciences sociales constitue une valeur ajoutée, tant dans la problématisation d'une partie ou sous-partie que dans la rédaction. Comme nous l'avons signalé l'an dernier, nous encourageons les candidat(e)s à continuer en ce sens, mais souhaitons aussi les prévenir du danger que représente pour eux la pratique du « name dropping » et de la citation gratuite dans une épreuve où il convient avant tout de proposer une analyse convaincante de plusieurs documents en les mettant en relation.

Néanmoins, le jury regrette que nombre de copies présentent toujours des problèmes de grammaire et de vocabulaire significatifs et surprenants à ce niveau. Nous rappelons donc aux candidat(e)s de veiller à éviter :

- ❖ La confusion entre *there* et *their* ; entre *has* et *as*, entre *its* et *it's*, *where* et *where*, entre *as* et *like*, entre *few*, *a few*, *little*, *a little*, entre *what*, *that*, et *which*, entre *who*, *whom*, et *that*.
- ❖ De très nombreuses fautes parfaitement inacceptables dans l'utilisation du cas possessif, telles que *majority's tyranny*, *welfare's state*, *races' equality*
- ❖ Des erreurs dans l'emploi du pluriel : **the poors*, **the destitutes...*
- ❖ L'emploi trop souvent fautif de *despite*, *whereas* et *although*
- ❖ *Such* et *such as* sont souvent mal employés.
- ❖ Les oublis trop fréquents de majuscules pour les adjectifs de nationalité : **american*, **british*
- ❖ De nombreuses erreurs dans l'emploi des prépositions : on dit *to remind of*, *participate in*, *conceive of*, *differentiate between*, *distinguish between*,
- ❖ Le mauvais emploi de l'article défini et de l'article zéro, notamment avec des termes comme *philanthropy*, *democracy*, ainsi que la confusion entre *a* et *an*
- ❖ Les fautes de verbes irréguliers, pourtant déjà signalées dans les rapports précédents et faciles à éradiquer.
- ❖ De nombreuses erreurs dans l'utilisation du singulier et du pluriel, y compris dans l'utilisation des adjectifs ;
- ❖ Le mauvais emploi des comparatifs et superlatifs,
- ❖ Des tournures à proscrire souvent signalées dans les rapports, telles que **it exists...* ; **As Reich remarks it...*
- ❖ Les formulations bancales à la forme interrogative, telles que **Maybe love of mankind still exists ?*
- ❖ Les fautes de construction à la forme passive, comme **areas can be combine*,

Dans le domaine lexical, nous avons repéré un nombre trop élevé de confusions, emplois impropres, et de néologismes malencontreux

- ❖ Confusion entre *economic* et *economical*
- ❖ Confusion entre *extend* et *extent*.
- ❖ Confusion entre *mean* et *means*, *after* et *later*, *overt* et *open*, *speech* et *discourse*, *politics* et *policy*, *answer* et *response*
- ❖ Confusion entre *to fund* et *to find*
- ❖ Utilisation des termes "*global*" et "*globally*" pour dire "en général" et "globalement"
- ❖ L'emploi impropre de *to inscribe*, *qualify*, *come back* (on ne peut dire : **in this text Rockefeller comes back on the reasons why he became a philanthropist*), *Know* (on ne dit pas **to know an evolution*), *maintain*, (ne s'emploie pas au sens de défendre une idée, un argument.
- ❖ En général le vocabulaire de l'argumentation n'est pas maîtrisé : *argue*, *contend*, *assert*, *make a case*, *deny* sont trop rares dans les copies.

- ❖ Des barbarismes: **theoric* au lieu de *theoretical*, **critic* au lieu de *critical*, **motived* au lieu de *motivated*, **definated* au lieu de *defined*...
- ❖ Des non sens : *social thread* au lieu de *social fabric*, et même *poppers* au lieu de *paupers* !

Comme l'an dernier, le jury encourage d'une part les candidats à prendre l'habitude de faire des relectures ciblées, ie de faire un repérage systématique des fautes qu'ils commettent souvent. D'autre part, de nombreux candidats gagneraient à faire des lectures d'articles en histoire et science sociales afin de se familiariser davantage avec l'anglais qui y est pratiqué.

Methodologie

Si, comme nous l'avons noté précédemment, des efforts significatifs étaient cette année visibles dans la construction formelle et rhétorique des copies, nous avons tout de même regretté que le traitement du dossier reste insuffisant dans de nombreuses copies. Si certains candidat(e)s ont su trouver une problématique adéquate (« *Is philanthropy a sign of a strong democracy ?* ») d'autres en revanche ont été gênés dans leur travail par une problématique trop limitée (*Is philanthropy effective ?*) ou encore maladroite si ce n'est bancal sur le fond et la forme (« *Is philanthropy a state prerogative ? *How do the docs reveal the reactualisation of philanthropy ?* »). Il faut donc encore une fois rappeler toute l'importance de la problématique dans la construction du devoir : celle-ci doit non seulement permettre d'éviter la paraphrase en donnant un angle d'attaque, mais elle doit aussi être assez large pour que le devoir qui en découle traite le dossier dans son ensemble. A l'inverse, certaines copies ressemblaient plus à une dissertation dans laquelle le recours aux documents n'était que ponctuel. On rappellera donc qu'une synthèse n'est pas une dissertation.

Deuxième point à rappeler : la synthèse de documents ne se conçoit guère sans un travail de contextualisation minimal, dont la présentation des documents qui précède rend compte. Un grand nombre de copies étaient cette année très insuffisantes à cet égard. L'absence était visible par exemple dans l'analyse du texte n°4, trop de candidat(e)s faisant l'économie d'une présentation, même rapide de la question de la ségrégation. Lorsque celle-ci fut mise en œuvre, elle révéla parfois des lacunes importantes, tant sur l'arrêt *Brown v. Board of Education* (1954) que sur les arrêts précédents, notamment *Plessy v. Ferguson* (1896).

De même dans l'ensemble les connaissances apportées pour éclairer les textes étaient cette année encore insuffisantes. De toute évidence, la figure d'Andrew Carnegie (1835-1919) est étroitement associée à ce que les hommes d'affaires qui créent les fondations qui portant leur nom voient comme un art de bien dépenser l'argent. C'est à dessein que les membres du jury avaient décidé de ne pas inclure dans le dossier d'extrait du célèbre *Gospel of Wealth* –texte très bien connu des candidat(e)s-- pensant les aider ainsi en leur donnant l'occasion de mobiliser leurs connaissances de la pensée et de l'action de Carnegie non seulement dans le

commentaire du document n°2, mais aussi, de manière plus générale, pour trouver les problématiques et angles d'attaques permettant de traiter le dossier. Pourtant, ces connaissances ne furent pas assez souvent mobilisées et, à la surprise des correcteurs, la figure de Carnegie est restée invisible dans la majorité des copies.

Enfin les membres du jury ont remarqué pour la deuxième année consécutive un écart suffisamment important pour être signalé entre les connaissances des candidat(e)s dans le domaine américain et celles dont ils disposent dans le domaine britannique, où ils semblent plus à leur aise. Les membres du jury souhaitent donc rappeler que seules des connaissances équilibrées permettent de rédiger une synthèse satisfaisante.